



# Tous dans l'action le 17 mars

## POUVOIR D'ACHAT

STOP au blocage des retraites du régime général, des régimes spéciaux et des régimes complémentaires.

Nous exigeons :

- ✓ Rattrapage de 300 €/mois pour tous les retraités
- ✓ La revalorisation des pensions au 1<sup>er</sup> janvier indexées sur le salaire moyen
- ✓ Un minimum de retraite égale au SMIC revendiqué à 1 700 €/mois
- ✓ Relèvement des pensions de reversions à 75 % de la retraite initiale
- ✓ Rétablissement de la 1/2 part pour le calcul de l'impôt sur le revenu
- ✓ Exonération fiscale des majorations familiales pour les retraités ayant eu 3 enfants et plus

## PERTE D'AUTONOMIE

- ✓ Nous refusons le report de la loi en 2016.
- ✓ nous sommes toujours opposés à la CASA (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie). Ce prélèvement supplémentaire de 0,30 % payé uniquement par les retraités imposables depuis avril 2013 représente 1 milliard d'euros (en 2 ans) et qui a été soustrait au financement de l'autonomie alors que les EHPAD et les services à domicile souffrent de manque de personnels et qualifiés par manque de financement.
- ✓ Nous exigeons la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale.
- ✓ Nous exigeons l'intégration de l'accueil en établissement dans la loi.

## RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

- ✓ Elles représentent 25 à 60 % du montant des pensions
- ✓ Alimentées exclusivement par des cotisations qui stagnent et qui ont baissé depuis 2009 en raison des bas salaires, l'explosion du chômage et de la précarité.
- ✓ Les pensions de Reversions - dans la négociation des retraites complémentaires, ARRCO et AGIRC le patronat menace de réduire drastiquement le niveau des pensions de reversions. Le gouvernement veut s'appuyer dessus pour remettre en cause l'ensemble des pensions de reversions. Les femmes représentent 92 % des bénéficiaires.
- ✓ Des solutions existent, comme par exemple :
  - ➔ Si on appliquait la loi de l'égalité salariale Homme/Femme ce serait 5 milliards dès 2015 et 10 milliards en 2020 qui financeraient le régime général et permettraient d'équilibrer les retraites complémentaires ;
  - ➔ Soumettre à cotisation tous les éléments de rémunération (épargne salariale, intéressement, participation...);
  - ➔ Faire contribuer les revenus financiers à la même hauteur que les cotisations assises sur les salaires.

## SERVICE PUBLIC

Dans la continuité de la loi Bachelot (Hôpital Patient Santé Territoire) et la mise en place des Agences Régionales de Santé réduisent de manière importante les budgets :

- ✓ Le projet de loi SANTÉ qui vient en débat à l'assemblée Nationale n'est que la continuité de l'austérité au secteur santé.
  - ✓ L'austérité s'appelle « Pacte de responsabilité » qui prévoit 50 milliards d'économie dont 21 milliards ponctionnés sur la Sécurité sociale.
- C'est cela qui menace : la SANTÉ, l'HÔPITAL, la qualité du service public et l'égalité d'accès aux soins et aux prises en charge de tous

**NANTES – 10 h 30**  
**Préfecture**

**SAINT-NAZAIRE – 10 h 30**  
**Fontaine République**

# Conquérir les moyens pour bien vivre nos retraites !

## VIVRE DIGNEMENT, S'ÉPANOUIR

Après des années de travail, les retraités (ées) aspirent à vivre dignement leur nouvelle vie. Ils doivent pouvoir préserver leur santé, se reposer et s'épanouir dans des conditions telles que le permettent les progrès des sciences et la création de richesses.

## L'APPAUVRISSMENT DES RETRAITÉ (E)S

Le décalage entre les revenus des vrais riches et ceux des pauvres ne cessent de croître, touchant particulièrement les catégories les plus défavorisées. Un grand nombre de retraités, et surtout de retraitées sont durement touchés (ées) par les mesures d'austérité. Elles (et ils) sont de plus en plus nombreux à solliciter des aides, à aller aux restaurants du cœur et à ne plus pouvoir se soigner et se loger correctement. Quant à ceux qui touchent des retraites du niveau de leur qualification professionnelle, ils doivent se serrer la ceinture.

## LE POUVOIR D'ACHAT RÉDUIT

Les pensions du régime général, des régimes spéciaux et des retraites complémentaires sont bloqués. C'est par manque de recettes que la Sécurité Sociale ne peut plus assurer correctement son rôle, ce qui engendre progressivement un système de type assurantiel

## L'APPORT DES RETRAITÉ(E)S - LES DEVOIRS DE LA SOCIÉTÉ

Par leur travail, les retraités (ées) ont permis les progrès des sciences et la création de richesses. Par leurs cotisations elles et ils ont été solidaires des générations précédentes.

Par leurs luttes, elles et ils ont obtenu et maintenu des acquis pour un progrès social pour tous.

Leur implication (familiale, associative, bénévolat...) en fait un des moteurs économique et social de la société.

L'importance du rôle qu'ils jouent et de la place qu'ils occupent dans la société exigent qu'ils puissent bénéficier des moyens nécessaires et suffisants pour pouvoir vivre une retraite épanouie, en pouvant se nourrir, se soigner, se loger correctement jusqu'à la fin de leur vie.



abandonnant la solidarité. La fiscalité ampute de plus en plus le pouvoir d'achat des retraités (ées). Les prix des logements et des transports ne cessent de croître.

## L'ARGENT ÉXISTE

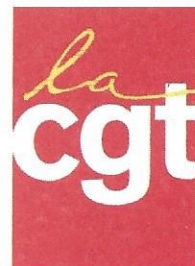
Les richesses produites par les salariés, les profits le démontrent, mais sont accaparées à d'autres fins, à l'image du pacte dit de responsabilité : 41 milliards de cadeaux au patronat auxquels s'ajoutent 25 milliards de fraudes aux cotisations sociales, c'est 220 milliards d'aides publiques données aux entreprises, dont 80 % vont dans les poches des actionnaires.

## RENFORCER LE SYNDICALISME RETRAITÉ

Pour que les 15 millions de retraités – ées deviennent une force plus efficace pour gagner sur les revendications. En me syndiquant à l'UCR-CGT, je me donne les moyens d'agir sur ma vie de retraité-e.

## DONNONS-NOUS LES MOYENS DE LA MOBILISATION

Les retraités (ées) doivent agir. L'Union Confédérale des Retraités les appelle à poursuivre et à amplifier la mobilisation unitaire. Après les succès de la carte de vœux/pétition en janvier 2014 (plus de 120 000 signataires), la journée nationale d'action du 3 juin 2014 à Paris (plusieurs dizaines de milliers de participants (tes) venus de toute la France), celle du 30 septembre, il faut aller plus loin dans l'élargissement de la mobilisation et l'interpellation des élus.



UCR-CGT : 263 rue de Paris – 93515 Montreuil cedex  
Tél : 01 55 82 83 70 – Mail : [ucr@cgt.fr](mailto:ucr@cgt.fr)